



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Philippe-Couillard-et-le-projet-de-pipeline-de-Transcanada>

# Philippe Couillard et le projet de pipeline de Transcanada

- Politique québécoise - Environnement -



---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

### **Le premier ministre Philippe Couillard l'a dit en marge de la COP21 tenue à Paris en décembre 2015 : « Les hydrocarbures ? Pour moi, non merci ». Il n'a aucun intérêt pour le développement des hydrocarbures.**

Or, le fils de Claude Ryan, Patrice Ryan, qui milite à la commission politique du PLQ est lobbyiste pour Transcanada auprès du gouvernement du Québec. Il va défendre le projet de pipeline Énergie Est (ÉE). Il s'agit d'un projet d'exportation du pétrole sale d'Alberta issu des sables bitumineux qui passerait par un pipeline d'une longueur de 700 kilomètres sur le territoire québécois. C'est un projet à haut risque qui traverserait des dizaines de municipalités et des centaines de cours d'eau. C'est un projet qui ferait circuler 1,1 million de barils par jour de pétrole sale. C'est un projet qui ferait doubler ou tripler la production actuelle de pétrole albertain. C'est l'exemple parfait d'un projet de développement des hydrocarbures que le premier ministre dit ne pas vouloir appuyer.

Que dit le lobbyiste Patrice Ryan ? Il fait une intervention qui nous invite implicitement à accepter une prémisse moralement inacceptable qui fait justement l'objet de la controverse. Il tient pour acquis qu'il faut exporter le pétrole sale d'Alberta. C'est dans ce contexte qu'il peut ensuite dire sans broncher et sans rire : « Je suis convaincu que l'oléoduc est le mode de transport de l'énergie le plus vert, le plus sécuritaire, le plus économique ».

Le problème est qu'il ne faut pas exporter les hydrocarbures ! Il ne faut pas développer davantage le pétrole issu des sables bitumineux d'Alberta ! Il faut le laisser dans le sol ! Ce développement est le contraire d'une politique verte. Ensuite, le passage d'un oléoduc sur le territoire québécois peut avoir des conséquences environnementales tout à fait catastrophiques. En ce sens, ce n'est pas non plus un projet sécuritaire ! Enfin, le projet est aussi très en deçà du seuil de la rentabilité dans le contexte d'un baril de pétrole oscillant autour de 40\$. En somme, le projet n'est pas vert, pas sécuritaire et pas économique !

Mais revenons à Philippe Couillard. Le premier ministre est-il vraiment contre les hydrocarbures ? Voyons plutôt.

M. Couillard s'est dès le départ montré favorable au développement des hydrocarbures en Alberta et ce, en dépit du fait qu'un développement concentré dans cette province favorisait une hausse artificielle du dollar canadien et nuisait aux économies exportatrices du Québec et de l'Ontario.

Il s'est dès le départ montré favorable au développement du pétrole issu des sables bitumineux et ce, même si cette politique économique était l'expression du syndrome hollandais et qu'elle allait totalement à l'encontre d'une diversification de l'économie, qu'elle soit ontarienne, québécoise ou albertaine.

Le gouvernement Couillard a laissé passer le projet d'un port pétrolier à Cacouna et ce, même si la compagnie ne répondait pas aux demandes de Québec concernant la problématique des bélugas.

Le gouvernement Couillard a laissé passer le projet même si la compagnie ne lui a pas fait parvenir le trajet du pipeline et les études d'impact.

Le gouvernement Couillard a même demandé au BAPE de procéder à une évaluation dans laquelle il ne faudrait pas tenir compte des gaz à effet de serre (GES) produits par l'extraction du pétrole sale.

Le premier ministre a comparé le pétrole qui arrive au Québec par bateau d'est en ouest au pétrole qui parviendrait au Québec par pipeline d'ouest en est en laissant entendre que c'était bonnet blanc et blanc bonnet, alors que le premier sert à la consommation et le second à l'exportation.

Le premier ministre a soutenu que l'acceptation d'ÉE serait pour le Québec un retour d'ascenseur en tant que bénéficiaire de la péréquation provenant de l'Alberta, alors qu'en réalité, c'est le développement économique concentré en Alberta qui engendre de la péréquation, en tant que compensation en faveur des provinces qui ne profitent pas de ce développement économique.

Le gouvernement Couillard a accordé des permis à TransCanada pour mener des tests, même si la compagnie a choisi de contourner l'autorité québécoise et choisi de ne transiger qu'avec Ottawa.

Le gouvernement Couillard ne dit pas non au projet et ce, même si ce dernier ne rapportera à long terme que 33 emplois au Québec.

Le gouvernement Couillard se réfugie dans le mutisme le plus complet même si l'acceptation sociale n'est pas au rendez-vous et même si plus de 70 municipalités ont exprimé de vives inquiétudes.

On n'entend pas protester les membres de ce gouvernement et ce, bien que TransCanada ne satisfait pas les sept conditions « imposées » par Québec.

Le gouvernement Couillard disparaît des médias et ne rend pas de compte et ce, bien que les conséquences d'un déversement seraient catastrophiques pour l'environnement.

Le gouvernement Couillard ne dit rien contre ce projet malgré le fait que les GES découlant de l'extraction du pétrole équivalent à l'ajout de sept millions d'automobiles au Canada.

C'est aussi le silence radio au Gouvernement même si le projet ÉE va de pair avec une augmentation draconienne de la production de pétrole sale qui va totalement à l'encontre de la réduction progressive des GES, annoncée à grand renfort de publicité par le Canada et le Québec à la COP21 de Paris.

Le gouvernement Couillard ne rend pas de compte alors que le sort de l'humanité est en jeu.

M. Couillard l'a dit. Il ne veut pas développer les hydrocarbures. Ça ne l'intéresse pas. Et pourtant, il se comporte comme quelqu'un qui ne jure que par ça.